

Louis Jung, Européen visionnaire, homme d'action et ami de la Lituanie

Philippe Edel

Louis Jung fut une grande figure de la démocratie chrétienne alsacienne, un artisan de la réconciliation franco-allemande et un Européen convaincu. Homme politique français, il fut profondément marqué par les deux grands conflits mondiaux. Son destin croisa à plusieurs reprises celui de la Lituanie.

Né en février 1917 dans le petit village de Zollingen, en Alsace alors allemande, il est issu d'une famille d'agriculteurs implantée dans cette partie de l'Alsace appelée Alsace Bossue. Ce petit territoire à dominante protestante dans les Vosges du nord relevant du plateau lorrain est l'héritier de l'ancien comté de Sarrewerden, terre du Saint-Empire jusqu'à son rattachement à la France en 1793. Louis Jung a toujours témoigné d'un fort attachement à ses racines rurales et à sa terre natale.

Dès sa naissance, son destin fut placé sous le signe de la guerre. Son oncle, mobilisé dans l'armée impériale allemande et envoyé sur le front de l'Est, tomba en Lituanie en 1915, à 22 ans¹. Deux ans plus tard, à sa naissance, ses parents lui donnèrent le prénom Ludwig/Louis pour rappeler la mémoire de cet oncle. Le souvenir douloureux de la mort de celui qui avait été un jeune espoir de la famille fut tant rappelé au sein du cercle familial que le jeune Louis devint profondément pacifiste et un grand admirateur d'Albert Schweitzer, rencontré en 1936, soit bien avant que celui-ci reçoive le prix Nobel de la Paix². Une fois en âge de porter les armes, Louis Jung fut lui aussi confronté à la guerre, étant même amené à servir successivement deux armées. En 1937, à vingt ans, il fut d'abord appelé à faire son service militaire (alors d'une durée de deux ans) dans l'armée française, où il fut affecté dans un service de santé. Par une ironie du sort, il en fut libéré le 1^{er} septembre 1939, le jour de l'invasion de la Pologne par l'Allemagne hitlérienne. Rappelé dans son régiment, il vécut la débâcle française du printemps 1940 lors de laquelle il fut grièvement blessé. Avec l'annexion *de facto* de l'Alsace par le Troisième Reich, il fut incorporé de force en 1943 dans la Wehrmacht et expédié dans un ancien territoire lituanien intégré à la Prusse-Orientale, à Gumbinnen (Gumbinè en lituanien). Invoquant le parjure qu'exigerait de prêter serment au drapeau allemand après celui prêté au français, il réussit à se faire affecter à nouveau dans un service de santé, à l'hôpital militaire de Tapiau (Tepliava en lituanien). Il parvint à s'en évader et revint en Alsace où il vécut clandestinement jusqu'à la libération de son village par l'armée américaine.



Louis Jung

¹ Louis G. Jung, *De l'Alsace profonde au cœur de l'Europe – Souvenirs*, I. Scheuer, Drulingen, 2007, p. 35 et 57.

² Louis G. Jung, *op. cit.* p. 161.

Louis Jung s'intéressa très tôt à la vie politique, économique et sociale. Bon élève, il se destina d'abord à devenir éducateur. Après des études à l'École normale de Strasbourg, il revint en 1935 en Alsace Bossue comme jeune instituteur, d'abord à Altwiller dont il devint le maire en 1953, à 36 ans, puis à Harskirchen dont il fut le premier magistrat pendant plus de 35 ans, de 1959 à 1995. Son fief était confronté à l'époque à un rapide déclin économique, à la fois industriel et agricole, amplifié par l'éloignement de grandes agglomérations et des principaux axes de communication. Louis Jung s'engagea alors dans la promotion économique de l'Alsace Bossue et se mua, à partir de 1957, en chef d'entreprise. Il fut ainsi à l'origine de la création d'une coopérative fruitière (Jucoop) et de la société Vergers d'Alsace (Réa, aujourd'hui JFA) ainsi que de deux entreprises industrielles (Secathen et Ziemann-Hengel, aujourd'hui Ziemex). Il s'investit par ailleurs dans le réseau bancaire coopératif du Crédit Mutuel et contribua à l'implantation dans la région de nouveaux établissements générateurs d'emplois (Mephisto, Adidas)³⁻⁴.

Pour mener à bien ses initiatives de développement territorial, il lui fallait également des appuis politiques qu'il trouva en s'engageant dans divers mandats, tant au niveau départemental et régional que national. Il se fit élire conseiller général du canton de Sarre-Union en 1955, puis sénateur du Bas-Rhin en 1959 et conseiller régional d'Alsace en 1973. Premier élu protestant du parti centriste MRP, il était fier de rappeler qu'il se présenta à plus de vingt élections politiques et n'en perdit aucune.

Pendant ses quatre mandats de sénateur, il œuvra d'abord beaucoup pour le développement économique des territoires ruraux. Avec le soutien de son voisin, le député-maire de Metz Raymond Mondon, il sut notamment user de son influence pour que le tracé de l'autoroute de l'Est (l'A4) permette le désenclavement de l'Alsace Bossue. Avec plusieurs collègues de sa famille politique au Sénat, dont le Lorrain Jean Seitlinger et le Nordiste André Diligent, il s'impliqua sans compter en faveur de la coopération franco-allemande et de la construction européenne – malgré le difficile contexte de l'après-guerre – au point d'y être considéré comme le « Monsieur Europe ». Il y présida les groupes d'amitié France-Allemagne et France-Israël.

C'est cet engagement qui poussa Louis Jung à rejoindre l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe comme membre de la délégation française en janvier 1969 et à y siéger jusqu'en 1995, avec une courte interruption de 1974 à 1978. Il s'inscrivit immédiatement à la commission de l'aménagement du territoire et des pouvoirs locaux à laquelle il apporta son expérience des affaires communales et départementales. Son action en faveur de la coopération transfrontalière lui valut d'en devenir le président de 1982 à 1986, grâce

³ Marcel Thomann, « Jung Louis », in : *Nouveau Dictionnaire de Biographie Alsacienne*, 1992, Tome 19, p. 1846-1847.

⁴ On notera que sa fille Yolande Haag vouera sa vie à la brasserie Meteor à Hochfelden, la dernière brasserie indépendante d'Alsace, et sera élue présidente du Comité Alsace du mouvement des Femmes Leaders mondiales (2012).

notamment aux liens qu'il avait su nouer dans le cadre de la coopération avec ses proches voisins du pays de Bade, dont il partageait la sensibilité dans une approche transnationale. C'est de cette époque que date sa profonde et fidèle amitié avec le démocrate-chrétien Wolfgang Schäuble.

Homme de consensus, Louis Jung fut porté à la présidence de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en avril 1986. Il exercera cette haute fonction jusqu'en mai 1989. Comme le rappelle Bruno Haller, le secrétaire général de l'Assemblée à l'époque, Louis Jung avait 69 ans à sa prise de fonction et certains pensaient que le sénateur français ferait une présidence paisible avec un « train de sénateur » : « C'était mal le connaître, car il avait une vision politique et beaucoup d'intuition. À cette époque, il y avait des frémissements de changement à l'Est de l'Europe : à Moscou Mikhaïl Gorbatchev était aux commandes, en Pologne on soulignait la vocation paneuropéenne du Conseil de l'Europe et d'autres pays d'Europe centrale regardaient vers Strasbourg. Louis Jung pensa que le rapprochement Est-Ouest et la coopération entre tous les pays européens relevaient de la mission du Conseil de l'Europe. En quelques semaines, sous l'autorité de l'ancien chef d'entreprise qui aime le concret et l'efficacité, une stratégie était mise au point par l'équipe qui l'entourait. L'idée d'inviter à la tribune des personnalités marquantes promoteurs de la même approche s'imposa rapidement. Louis Jung était très impressionné par le rayonnement international du pape polonais Jean-Paul II et son engagement pour le rapprochement entre tous les peuples du continent. Il estima que sa caution morale serait précieuse pour le Conseil de l'Europe où le Saint-Siège était doté du statut d'observateur. En plus, il ne lui déplaisait pas que lui, le protestant, puisse inviter le chef de l'Église catholique universelle et l'accueillir au Conseil de l'Europe. L'invitation était acheminée par voie diplomatique à son haut destinataire.⁵»

Restait au Conseil de l'Europe à entamer également des relations avec les pays du Bloc de l'Est, notamment ceux qui semblaient les plus ouverts à l'Ouest. « La fonction de président de l'Assemblée permettait à Louis Jung de prendre des initiatives et il en profita. Début 1988, il se rendit en visite officielle en Yougoslavie, en Pologne, en Hongrie et en Roumanie pour développer le dialogue interparlementaire avec eux. Il invita aussi une délégation du Soviet suprême de l'URSS à Strasbourg et, en avril, se tint au Conseil de l'Europe la première réunion de l'histoire du Conseil entre une délégation parlementaire soviétique et une délégation de l'Assemblée parlementaire. Une seconde rencontre eut lieu en octobre qui approfondit l'examen des possibilités de coopération. Ces contacts confortèrent chez Louis Jung l'idée audacieuse d'inviter le Secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique à s'exprimer devant l'Assemblée. Des contacts informels furent noués et

⁵ Bruno Haller, « Louis Jung, un président de l'Assemblée du Conseil de l'Europe visionnaire, fédérateur et proche des gens », *L'Ami Hebdo*, 01.11.2015.

la faisabilité du projet vérifiée des deux côtés. Fin juin, lors d'une réunion à Athènes, l'Assemblée approuva l'invitation. Le Comité des ministres du Conseil fut surpris par cette décision que plusieurs gouvernements d'États membres trouvèrent prématurée. Mais la lettre d'invitation avait été envoyée et accueillie avec intérêt au Kremlin.⁶»

La visite papale eut lieu le 8 octobre 1988. En accueillant le Saint-Père, Louis Jung déclara : « Si les hommes de ma génération n'avaient pas su pardonner, le Conseil de l'Europe n'aurait pas été créé ». Jean-Paul II rendit un vibrant hommage à l'Assemblée et apporta son plein soutien aux actions entreprises par elle en faveur de la réunification du continent. Louis Jung dira par la suite : « Le pape a béni notre projet ». Neuf mois plus tard, le 6 juillet 1989, ce fut le tour de Mikhaïl Gorbatchev qui vint à Strasbourg, avec son nouveau titre de Président du Soviet suprême de l'Union soviétique. Il était le premier chef d'État d'Europe de l'Est à s'adresser à l'Assemblée du Conseil où il présenta devant elle son fameux projet de « Maison commune européenne », et cela en présence de délégations parlementaires de Hongrie, de Pologne, de RDA, de Yougoslavie et d'Union soviétique, dotés du « statut d'invité spécial » depuis le printemps.

Ces deux événements organisés par le Conseil de l'Europe eurent un retentissement considérable. Ils contribuèrent indéniablement à l'accélération de la désintégration du bloc soviétique et à l'unification du continent autour du projet européen. Pour Louis Jung, ils furent le couronnement d'un engagement européen exceptionnel. Son mandat de trois ans de président de l'Assemblée ayant pris fin, Louis Jung continua à y siéger comme simple membre mais la dynamique initiée par lui était lancée. En juin 1991, alors que la France ne reconnaissait pas encore l'indépendance de la Lituanie, Vytautas Landsbergis fut accueilli au Conseil de l'Europe à Strasbourg en tant que « président du Conseil suprême de la République de Lituanie »⁷. En septembre de la même année, la Lituanie, libérée du joug soviétique après l'échec du putsch de Moscou du mois d'août et dont l'indépendance fut enfin reconnue par toute la communauté internationale, bénéficia également du « statut d'invité spécial » avant de devenir le 28^e État membre du Conseil de l'Europe en mai 1993.

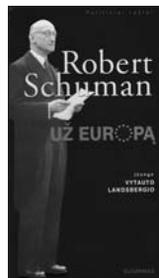
Acteur inlassable de l'idée européenne, Louis Jung ne voulut pas en rester là. Il souhaitait pouvoir continuer à mener des actions concrètes en faveur du rapprochement avec les pays de l'Est par d'autres moyens. Par ses fréquents contacts et échanges avec ses homologues allemands, il avait pu observer l'efficacité des fondations politiques allemandes, telle la Konrad-Adenauer-

⁶ Bruno Haller, *art. cit.*

⁷ À l'occasion de cette visite, Vytautas Landsbergis, accompagné d'Alfredas Jomantas et Ramunas Antanas Bogdanas, rencontra une délégation de l'association Alsace-Lituanie conduite par Philippe Edel, Jean-Jacques Fritz et Janine Kaspar au siège de l'Association parlementaire européenne à Strasbourg (25.06.1991).

Stiftung (démocrate-chrétienne) ou la Friedrich-Ebert-Stiftung (social-démocrate). Il s'en inspira pour créer en 1991, avec ses amis politiques du Sénat, la Fondation Robert Schuman, nommée en l'honneur du premier des Pères fondateurs de l'Europe, un « apôtre du pardon et de la paix » selon les mots de Louis Jung⁸ et qui avait aussi été son voisin et mentor lorrain. On rappellera que Robert Schuman fit partie de ces trop rares hommes politiques français qui ressentiaient douloureusement la ligne de démarcation idéologique imposée par la violence qui coupait l'Europe en deux. Mais il fut aussi de ceux qui préparaient l'avenir. Ainsi déclarait-il déjà en 1962 : « Nous devons faire l'Europe, non seulement dans l'intérêt des peuples libres, mais aussi pour pouvoir y accueillir les peuples de l'Est qui, délivrés des sujétions qu'ils ont subies jusqu'à présent, nous demanderaient leur adhésion et notre appui. Nous considérons comme partie intégrante de l'Europe vivante tous ceux qui ont le désir de nous rejoindre dans le respect des particularités de chacun. Notre devoir est d'être prêts⁹ ». Il n'est donc pas étonnant qu'une des initiatives de Louis Jung, durant la période de négociation pour l'adhésion des pays de l'Europe centrale et orientale à l'Union européenne, fut de faire traduire et d'éditer dans leurs langues – y compris donc en lituanien – l'ouvrage *Pour l'Europe* qui permet de découvrir la pensée et la vision européenne de Robert Schuman¹⁰. Dans la préface de l'édition lituanienne¹¹ que Vytautas Landsbergis accepta de rédiger, le Père de l'indépendance de la Lituanie souligna la pertinence des propos de Schuman dans le contexte actuel en le citant : « La guerre froide [*imaginée à l'époque par la Russie soviétique*] est incompatible avec la sincère volonté de paix qui cherche l'entente. Renoncer à la guerre froide, ce n'est pas simplement changer de tactique pour des facilités de propagande ou pour dérouter l'adversaire¹². »

Reconnue d'utilité publique en France par décret dès 1992, la Fondation Robert Schuman s'était fixé pour objectif d'œuvrer en faveur de la construction européenne. Devenue un centre de recherche de référence, elle développe aujourd'hui des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France et en Europe par le biais de ses publications et de ses



L'édition lituanienne du livre de Robert Schuman

⁸ Louis G. Jung, *op.cit.* p. 86. Robert Schuman (1886-1963), ministre des Affaires étrangères, président du Conseil des ministres, président de l'Assemblée qui deviendra le Parlement européen, est considéré, avec sa « déclaration du 9 mai 1950 » (Plan Schuman), comme le Père de l'Europe et l'un des initiateurs de la construction européenne, aux côtés de Jean Monnet, Konrad Adenauer, Alcide De Gasperi, Joseph Bech, Johan Willem Beyen et Paul-Henri Spaak.

⁹ Revue *France Forum*, n° 52, 1963.

¹⁰ Entretien de l'auteur avec Pascale Joannin, 29 juin 2018.

¹¹ Robert Schuman, *Už Europą*, préfacé par Vytautas Landsbergis et traduit par Irmina Kovalėikienė, Coéditions Eugrimas / Fondation Robert Schuman, 2002, 160 pages.

¹² Robert Schuman, *op. cit.*, p. 132 (5e édition française de 2010), p. 14 (préface de l'édition lituanienne).

conférences. Présidée actuellement par Jean-Dominique Giuliani, elle apporte également une aide concrète aux nouvelles démocraties.

Parmi les pays de l'Est que visita Louis Jung durant sa présidence, c'est en Lituanie qu'il reçut un des accueils les plus chaleureux. Le pays, comme on l'a vu, lui était certes familier par son histoire personnelle. Il est vrai surtout aussi que, redevenue indépendante, la Lituanie renoua avec l'héritage francophile d'avant l'annexion soviétique. Le souvenir de l'entre-deux-guerres, qui associait francophilie, démocratie et ouverture à l'Ouest, était régulièrement rappelé, surtout à Kaunas, à l'époque « capitale provisoire » du pays et siège de la Légation de France. Dans les années 30, la Lituanie avait fait du français sa première langue étrangère. L'action d'hommes comme René Ristelhueber¹³, ambassadeur de France de 1928 à 1935, et Raymond Schmittlein¹⁴, l'actif premier lecteur de français à l'université de Kaunas et secrétaire général de la *Société lithuano-française* jusqu'en 1938, était encore en mémoire. Selon Philippe de Sureau, le premier ambassadeur de France après le rétablissement de l'indépendance du pays en 1991, cette situation offrait un « véritable boulevard » pour sa mission en faveur du rayonnement intellectuel de la France en Lituanie¹⁵.

Louis Jung se rendit deux fois en Lituanie à cette époque. Lors de son premier voyage en 1992, accompagné de Jean-Dominique Giuliani, alors directeur de la fondation, il évalua les besoins exprimés par l'ambassadeur et ses services. En matière d'enseignement, la Lituanie venait en tête de toute la région baltique pour ce qui est du pourcentage d'apprenants de français, avec près de 30 000 élèves et 440 professeurs dans environ 300 écoles¹⁶. Or, les manuels scolaires hérités de l'époque soviétique étaient devenus totalement inexploitable. C'est sur ce point que la Fondation apporta son premier soutien par l'achat de plusieurs milliers d'exemplaires du manuel d'apprentissage du français *En avant la musique* qui furent mis à la disposition des écoles secondaires de Lituanie par l'intermédiaire de l'ambassade et du ministère lituanien de l'Éducation.

Louis Jung voulut également apporter le soutien de la fondation à des actions dans le domaine culturel en s'appuyant sur la société civile lituanienne. Le choix se porta très naturellement sur la section de Kaunas de l'association Lituanie-France qui l'impressionna par son dynamisme, son ambitieux programme d'activités et la diversité des publics qu'elle associait. L'accord déboucha sur la création d'un centre culturel français qui prit le nom de « Centre Robert Schuman » et fut hébergé dans les locaux de la Fondation

¹³ Julien Gueslin, « René Ristelhueber (1881-1960), un Alsacien ministre de France à Kaunas », *Cahiers Litvaniens*, n°15, 2016.

¹⁴ Corine Defrance, « Raymond Schmittlein (1904-1974), médiateur entre la France et la Lituanie », *Cahiers Litvaniens*, n°9, 2008.

¹⁵ Entretien de l'auteur avec Philippe de Sureau, 29 juin 2018.

¹⁶ Patrick Donabédian, « La situation de la langue française en Lituanie », *Cahiers Litvaniens*, n°1, 2000.

Baltoskandija présidée par le célèbre compositeur Giedrius Kuprevičius. Le centre fut officiellement inauguré par Louis Jung lors de sa seconde visite en Lituanie, en mars 1993, en présence de nombreuses personnalités lituaniennes dont l'actif ministre de la culture Darius Kuolys¹⁷. Le quotidien *Kauno diena* salua cette ouverture en titrant : « La fenêtre ouverte sur l'Europe est française »¹⁸. Le succès du centre, que la



Louis Jung, Birutė Strakšienė et Philippe de Suremain lors de l'inauguration du Centre Robert Schuman à Kaunas en 1993 (photo Edmundas Katinas)

Fondation Robert Schuman soutint financièrement pendant près de vingt ans, ne fut jamais démenti, surtout grâce aussi à son infatigable présidente, la professeure de français Birutė Strakšienė. Celle-ci sut s'entourer de fidèles équipiers, tel le médecin Alvydas Laiškonis, fondateur à Kaunas du premier club-service francophone de Lituanie (Lions Club) et de l'Association des médecins francophones de Lituanie. Le centre servit aussi de support au premier jumelage franco-lituanien de grandes villes, celui entre Grenoble et Kaunas. On notera que la mise en place de ce premier centre culturel francophone en Lituanie précipita l'ouverture de celui de l'ambassade de France qui ouvrit officiellement en 1998 à Vilnius.

Un troisième domaine tenait à cœur à Louis Jung : celui de la gastronomie et de l'hôtellerie. Il y avait d'énormes besoins dans ce domaine dans une Lituanie qui sortait d'une économie planifiée où toute initiative privée avait été bannie. Louis Jung facilita la participation de jeunes chefs cuisiniers lituaniens à des stages de formation auprès de restaurateurs français. Le fondateur du premier restaurant gastronomique privé ouvert à Vilnius, Stikliai, profita de cette aide.

Louis Jung associa d'autres hommes politiques à son action, dont son ami lorrain Jean Seitlinger qui devint vice-président de la fondation en 1998. Député européen, ancien secrétaire général des Nouvelles Équipes Internationales¹⁹ et du Parti Populaire Européen, Jean Seitlinger se rendit lui aussi à plusieurs reprises en Lituanie, rencontrant régulièrement Vytautas Landsbergis et Emanuelis Zingeris lors d'entretiens politiques, ou intervenant

¹⁷ Ministre en 1990-1992, vice-ministre en 1993.

¹⁸ « Lango į Europą stiklai – prancūziški », *Kauno diena*, 9 mars 1993.

¹⁹ Organisation qui fédéra au lendemain de la Seconde guerre mondiale les mouvements démocrates-chrétiens en Europe et en Amérique Latine.

à des colloques universitaires. Dans ses mémoires, il rappelle que « les Lituanais n'ont pas oublié les crimes que staliniens et nazis ont infligés à leur pays²⁰ ».

C'est en 1995 que Louis Jung prit sa retraite politique, à l'âge de 78 ans. Son exceptionnel parcours n'avait cependant pas entamé sa proverbiale modestie. Continuant à se passionner pour l'évolution des pays qu'il avait contribué à faire s'ouvrir à l'Ouest, il devint un fervent soutien de l'association Alsace-Lituanie dont il resta toute sa vie un fidèle membre cotisant. En 2002, il fonda le Cercle Pierre Pflimlin, animé aujourd'hui par François Brunagel²¹. Inspiré par la pensée de l'ancien président du Parlement européen²², le Cercle a pour but de promouvoir la construction d'une union politique de l'Europe fondée sur des valeurs humanistes et d'affirmer le rôle européen de Strasbourg. En 2008, le Prix de la Tolérance lui fut remis à Strasbourg par le président de l'Association des Amis de Marcel Rudloff, Francis Hirn²³. Les obsèques de Louis Jung dans la petite église de Harskirchen en octobre 2015 réunirent plus de 400 personnes, dont de hautes personnalités comme son fidèle ami Wolfgang Schäuble, alors puissant ministre fédéral des finances d'Allemagne, et Anne Brasseur, la présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Un hommage indirect lui fut encore rendu au printemps 2018, lors de la célébration du 25^e anniversaire du centre francophone de Kaunas à la création duquel il avait contribué, en présence de trois anciens ambassadeurs de France en Lituanie, Philippe de Suremain, François Laumonier et Maryse Berniau.

L'auteur tient à remercier Pascale Joannin, directrice générale de la Fondation Robert Schuman, et Cécile Antonini, responsable du secrétariat administratif et financier, de lui avoir permis d'accéder aux archives de la fondation relatives aux actions du président Louis Jung en lien avec la Lituanie.

²⁰ Jean Seitlinger, *Un Lorrain au cœur de l'Europe*, Éditions Serpenoise, 2006, p. 206.

²¹ Ancien chef de division à l'information, puis chef du service du protocole du Parlement européen, François Brunagel fut le premier à faire traduire une publication sur le Parlement Européen en lituanien (*Europos Parlamentas*, traduit par Liudmila Edel-Matuolis, Bruxelles, 1998).

²² Outre la présidence du Parlement européen, Pierre Pflimlin (1907-2000) fut également président du Conseil des ministres français, maire de Strasbourg et un ardent promoteur des relations franco-allemandes. Sensible à la cause lituanienne, il avait pris part le 15 janvier 1991 au rassemblement de la place Kléber à Strasbourg en faveur de « La liberté en Lituanie » et préfaça une des premières publications de l'association Alsace-Lituanie, à laquelle il adhéra et dont il resta un fidèle membre jusqu'à sa mort.

²³ Francis Hirn, par ailleurs directeur général des *Dernières Nouvelles d'Alsace*, devint en 2016 le premier consul honoraire de Lituanie à Strasbourg.